Sommet sur les systèmes alimentaires



La transformation des systèmes alimentaires est une responsabilité et non un choix. Nous avons besoin de ce changement. Nous ne l'atteindrons que si nous unissons nos forces et agissons dans ce sens¹.

Depuis plus d'une décennie, les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs et les travailleurs de l'alimentation exigent une transformation du système alimentaire ancrée dans la

souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Cette vision repose sur la refonte, la re-diversification et la relocalisation des systèmes agricoles.² C'est dans cette perspective que le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres a convoqué en octobre 2019, le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS). Ce sommet qui se tiendra vers la fin du mois de septembre³ a pour objectif de réunir les États, les entités des Nations unies, la société civile et les entreprises pour développer des idées sur la façon de transformer les systèmes alimentaires mondiaux. La prise de conscience grandissante des liens entre changement climatique et systèmes alimentaires agroindustriels ainsi que la pandémie de Covid-19, qui a révélé les vulnérabilités existantes dans les chaînes de valeur mondiales, ont renforcé la nécessité d'un changement profond.⁴ C'est une belle opportunité pour donner à l'enjeu des systèmes alimentaires l'importance qu'il mérite.

Néanmoins, la société civile internationale ainsi que d'autres acteurs sont préoccupés par la façon dont ce sommet s'organise et par les risques qu'il fait peser sur la future gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire. Trois experts des droits des Nations Unies⁵ soulevaient leurs préoccupations et avertissaient qu'il ne serait pas un "sommet des peuples" s'il n'était pas repensé de toute urgence.⁶

Premièrement, le Sommet a d'abord contourné les organes qui font déjà le travail très dur de gouverner les systèmes alimentaires mondiaux. Le Comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a déjà la structure que les organisateurs du Sommet ont reconstruit à la hâte : un espace pour discuter de l'avenir des systèmes alimentaires, un engagement global en faveur du droit à l'alimentation, des mécanismes pour impliquer la société civile et le secteur privé secteur selon leurs propres conditions, et un panel d'experts fournissant régulièrement des rapports de pointe. Autrement dit, tout le monde est déjà à table. Le Sommet a manifestement – et peut-être délibérément – détourné l'attention des gouvernements du CSA.

Deuxièmement, les règles d'engagement du Sommet ont été déterminées par un petit nombre d'acteurs. Le secteur privé, des organisations au service du secteur privé (notamment le Forum économique mondial), des scientifiques et des économistes ont initié le processus. La table a été mise avec leurs points de vue, leurs connaissances, leurs intérêts et leurs préjugés. Des investisseurs et des

Hilal Elver a été rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation de 2014 à 2020.

Olivier De Schutter a été rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation de 2008 à 2014, et est l'actuel rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et coprésident de l'IPES-Food.

https://actions4food.org/fr/author/shealythow/

² http://www.ipsnews.net/2021/03/un-food-systems-summit-not-respond-urgency-reform/

³ https://www.unfoodsystems.org/registration/index.php

⁴ https://www.coalitioncontrelafaim.be/ccf/wp-content/uploads/2021/06/CCF-PositionPaper-UNFSS-FR 210601 web.pdf

⁵ **Michael Fakhri** est l'actuel rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation.

http://www.ipsnews.net/2021/03/un-food-systems-summit-not-respond-urgency-reform/

entrepreneurs travaillant en partenariat avec des scientifiques ont défini le programme, et les gouvernements et les acteurs de la société civile ont été invités à travailler dans le cadre de ces paramètres. Inévitablement, cela signifie que l'accent a été mis sur ce que le petit groupe considérait comme des solutions évolutives, favorables à l'investissement et « changeantes ». En lisant entre les lignes, cela signifie des systèmes agricoles contrôlés par l'IA (Intelligence Artificielle), l'édition de gènes et d'autres solutions de haute technologie orientées vers l'agriculture à grande échelle.

En conséquence, les idées qui auraient dû être le point de départ d'un « sommet des peuples » ont effectivement été écartées. Un véritable sommet remettrait en question l'impact du système alimentaire industriel sur l'alimentation, la santé, le climat et la biodiversité et aurait, à sa base et son fondement, les intérêts et la participation significative des paysans, des petits exploitants, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones et des jardiniers urbains qui nourrissent l'écrasante majorité de la population de la planète. Pour que ce Sommet s'adresse réellement à l'Objectif de Développement Durable 2, qui vise à «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable», il doit aborder les recommandations suivantes:

- Le droit à l'alimentation doit être au cœur de tous les aspects du Sommet, en veillant à ce que ceux qui détiennent le pouvoir rendent des comptes ;
- L'agroécologie doit être reconnue comme un paradigme (sinon le paradigme) de transformation des systèmes alimentaires, aux côtés de recommandations concrètes pour soutenir la transition agroécologique ;
- Le CSA devrait être désigné comme le foyer des résultats du Sommet, et le lieu où il est discuté et mis en œuvre, en utilisant ses mécanismes de participation inclusifs.

Odile Ntakirutimana

http://aefjn.org/fr/accueil/

Video: United Nations Food Systems Summit 2021: https://www.youtube.com/watch?v=CrZViyhwo_A
Rise up against corporate food systems! https://www.unfoodsystems.org/ondemand.php

⁷ https://www.etcgroup.org/content/hijacking-food-systems-technofix-takeover-fss